Amiens le, 22 janvier 2014

Un accord à l'arraché qui impose à GOODYEAR :

- **Des indemnités trois fois plus importantes pour tous les salariés**
- **Une arrivée de TITAN sécurisée pour les salariés de l'agraire**
- **La création d'un collectif de tous les salariés pour agir aux prud'hommes et montrer l'inexistence de toute justification économique des licenciements**

Des indemnités trois fois plus importantes pour tous les salariés

Le PSE que les salariés d'Amiens nord viennent d'imposer à GOODYEAR équivaut à trois fois les indemnités du PDV de 2012 et contient des mesures uniques arrachées à GOODYEAR.

Aucun salarié ne sera transféré à TITAN sans être indemnisé au préalable par GOODYEAR. Autrement dit GOODYEAR a manqué son coup, le groupe ne sera pas parvenu à se débarrasser de la moitié des salariés d'Amiens nord en les transférant sans un euro d'indemnité à TITAN.

Une arrivée de TITAN sécurisée pour les salariés de l'agraire

TITAN sera le repreneur, mais pour combien de temps ? Il ne veut toujours pas prendre un engagement de rester ! C'est pourquoi il est si important que l'accord imposé par la CGT garantisse efficacement aux salariés qui travailleront pour le repreneur qu'ils ne seront pas sacrifiés. Mêmes droits, mêmes avantages pour tous les salariés vis-à-vis de GOODYEAR y compris à ceux qui seraient transférés à TITAN.

Aucun de nous ne sera à la merci d'un licenciement sans indemnité par TITAN. L'accord contraint GOODYEAR à appliquer à tous les mêmes mesures. Les salariés repris par TITAN ne percevront pas seulement les mêmes indemnités, ils pourront y compris agir contre GOODYEAR pour montrer qu'il n'existe aucun motif économique aux licenciements. Pour GOODYEAR c'est un cuisant revers.

La création d'un collectif de tous les salariés pour agir aux prud'hommes et montrer l'inexistence de toute justification économique des licenciements

Après avoir empêché pendant 7 ans la fermeture de leur usine, les salariés d'Amiens nord engagent une nouvelle bataille pour montrer à tous que les licenciements décidés par GOODYEAR n'ont aucune justification économique.

Ce combat contre la multinationale qui fait des milliards de profits pendant qu'elle licencie, permettra aussi aux salariés de dénoncer la délocalisation clandestine de leur activité et leurs conditions de travail inacceptable.
Cette action sera massive et ne visera pas seulement GOODYEAR. Tous les responsables seront mis en cause y compris le gouvernement actuel. Hollande s'est engagé sur le parking d'Amiens nord à faire voter une loi empêchant les licenciements dans les groupes qui font des profits, depuis qu'il est au pouvoir il n'a cessé d'aider GOODYEAR à nous licencier. Cette responsabilité ne sera pas passée sous silence.

LA CGT GOODYEAR